Logo CFDT

FLASH INFO CFDT CSEE Fonctions Corporate des 18 et 19 décembre 2024

Activités sociales et culturelles : vote du budget 2025

Sur proposition de la CFDT, le CSEE Fonctions Corporate a validé le budget des Activités Sociales et Culturelles pour 2025 et a reconduit les prestations déjà bien connues et appréciées de tous :
• Pack Culture et Vacances : remboursements sur factures, chèques lire et culture, chèques vacances
• Chèques cadeau de fin d'année : pour adultes et enfants
• Enfance et allocation scolarité : 5 catalogues vacances pour enfants, remboursement des frais de garde des jeunes enfants, prise en charge des frais d'accueil de loisirs sans hébergement, cartes cadeaux naissance, aide au BAFA, aide à la rentrée scolaire de la maternelle au lycée et allocation pour les études supérieures
• Solidarité : CESU, allocation pour enfants handicapés, soutien aux associations, aides pécuniaires et secours
• Retraités : prestations dédiées aux retraités
• « TOUT APPRENDRE » : accès gratuit au site pour tous les apprentissages, le soutien scolaire et le développement personnel, accessible à toute la famille
Ces prestations seront disponibles à partir du 3 février 2025 !

Consultation sur le projet d'évolution du département des programmes de sécurité (SPD) de la Direction Sécurité Groupe (DSEC)

La Direction des Programmes de la Sécurité a renforcé ses effectifs au cours des trois dernières années en regroupant plusieurs équipes, triplant ainsi le nombre de ses salariés. Cette croissance a rendu nécessaire une réorganisation des activités et des modes de fonctionnement, dans le but d'atteindre l'excellence, la performance et la confiance. Les postes resteront localisés sur leurs sites actuels, avec des fiches de poste inchangées, sauf pour le pôle « Gestion des identités et des accès », où les responsabilités des managers seront redéfinies.
La CFDT reconnaît l'ambition de cette transformation : fournir des solutions, des outils et des moyens plus transversaux pour améliorer la gestion de la sécurité et la protection des salariés. Toutefois, pour que cette évolution soit réussie, plusieurs facteurs clés doivent être pris en compte : la formation et les budgets associés, l'acquisition de nouvelles compétences, ainsi qu'une communication continue et adaptée. Dans ce cadre, la CSSCT, chargée du suivi du projet, recommande la présentation aux élus de l'étude d'impact humain au travail (EIHT), ainsi qu'un suivi régulier et un bilan de la mise en oeuvre du projet.
L'expertise du cabinet SECAFI a mis en lumière plusieurs pistes d'amélioration, notamment l'introduction d'indicateurs pour mesurer la charge de travail et l'évolution de l'expertise des équipes, une meilleure communication et un accompagnement renforcé au changement.
S'appuyant sur les conclusions des rapports CSSCT et SECAFI, les élus CFDT ont émis un avis motivé et demandent la création d'un comité de suivi pour évaluer les impacts du projet. Ils insistent également sur la prise en compte des recommandations issues de l'EIHT.

Consultation bloc 3 : politique sociale, conditions de travail et d'emploi au Fonctions Corporate

Le CSEE a été consulté pour donner un avis sur la politique sociale des Fonctions Corporate. Une tendance préoccupante se dessine : la dégradation continue de l'emploi, avec une baisse de 8,12 % en un an à fin 2023. Cette diminution augmente significativement la charge de travail pour les salariés restants. Les nombreux départs en TPS aggravent cette situation.
Parallèlement, la formation professionnelle, bien qu'ayant retrouvé un équilibre entre présentiel et distanciel, peine à répondre aux besoins. Si le taux de réalisation du plan de formation atteint 103 %, le taux d'accès des

salariés hors TPS recule à 86 %, contre 92 % en 2022. De plus, avec seulement 20,8 heures de formation en moyenne par salarié, les Fonctions Corporate se situent en dessous de la moyenne du groupe. Bien que le budget ait progressé de 9 % pour atteindre 10,16 millions d'euros, la CFDT estime que cet effort reste insuffisant face aux transformations majeures à venir.
En matière d'égalité professionnelle et d'inclusion, les politiques du groupe sont déclinées au sein des Fonctions Corporate, mais leurs effets demeurent limités. Les plafonds de verre persistent, et les parcours professionnels restent peu attractifs et dynamiques, offrant de faibles opportunités d'évolution pour les salariés.
Face à ce constat préoccupant, la CFDT réaffirme la nécessité d'une politique sociale plus ambitieuse, capable de garantir la qualité de vie au travail et la pérennité des emplois. En l'état actuel, ces conditions ne sont que partiellement remplies, ce qui a conduit la CFDT à voter CONTRE.

Retour d'expérience projet immobilier de Rennes Atalante

Dans un contexte de concentration des salariés sur les sites pour optimiser la performance immobilière, Orange a densifié le site Atalante Rennes en regroupant Orange Innovation, la DTSI et la DSEC. Présenté comme une démarche visant à offrir un environnement de travail moderne, favorisant les échanges et répondant aux enjeux environnementaux et sociétaux, ce projet a suscité des inquiétudes chez les salariés dès son annonce.
Aujourd'hui, avec 1 230 occupants pour 906 places formelles (soit un taux d'occupation de 0,74), le site connaît un engorgement important aux heures de pointe. La cantine est saturée dès 11h30, notamment le mardi, tandis que le stationnement reste un problème majeur.
Si le site est globalement perçu comme agréable, avec 91 % des salariés qui se disent satisfaits des équipements de leurs postes de travail, des difficultés persistent, notamment :
• 25 % des salariés se déclarent insatisfaits des aménagements
• 32 % se sentent moins bien que sur leur ancien site
• 25 % jugent le confort des espaces de travail insuffisant
• 33 % estiment que ces locaux ne facilitent pas les échanges
En conclusion, la CFDT déplore que, malgré ses atouts, le site Atalante Rennes peine à offrir des conditions de travail optimales. Les tensions logistiques, le confort insuffisant et les difficultés liées à la qualité de vie au travail restent des points à corriger.

Retour d'expérience projet immobilier de Noisy Mont d'Est

Les principaux objectifs de ce projet étaient de libérer plusieurs sites, favoriser la coopération entre les métiers, moderniser les espaces de travail, améliorer la qualité de vie au travail et répondre aux objectifs RSE. Le calendrier, s'étendant de mars 2023 à mai 2024, concernait 96 salariés au démarrage. Les sondages réguliers réalisés auprès des salariés ont mis en évidence des points d'insatisfaction, principalement liés au bruit et à des problèmes techniques concernant les équipements. À la suite de ces retours, les préconisations et actions de prévention suivantes ont été définies :
• Rappel des règles de vie et de sécurité
• Amélioration de la circulation et aménagement des toilettes PMR avec l'installation de barres de maintien et ajustement des droits d'accès
• Réduction des nuisances sonores : installation de dispositifs tels que des panneaux acoustiques, des cloisons supplémentaires et réalisation d'une étude acoustique post-aménagement pour identifier les sources de bruit et proposer des solutions
• Installation de sièges confortables et résolution des dysfonctionnements avec la réparation des écrans défectueux et des prises USB
• Harmonisation des équipements : garantir une utilisation optimale, éviter les frustrations et réaliser des sondages réguliers pour évaluer la satisfaction et traiter les problèmes identifiés
La CFDT salue la qualité d'écoute de la direction qui s'est illustrée par la réalisation régulière de ces sondages. Néanmoins, elle attire l'attention sur un problème thermique persistant dans les espaces de travail collectifs, où les températures sont trop chaudes ou trop froides par intermittence.
Enfin, la CFDT demande que les salariés des Fonctions Corporate soient rattachés au cabinet médical situé

au 7? étage du site Noisy Mont d’Est, afin d’éviter des déplacements au siège d’Orange à Issy-les-Moulineaux. Cette situation engendre une perte d’une demi-journée de travail pour les salariés, uniquement due aux transports.

CSEE Fonctions Corporate des 18 et 19 décembre 2024
Documents
FLASH INFO CFDT CSEE Fonctions Corporate des 18 et 19 décembre 2024